



Décision individuelle N° 2023-278

Pétitionnaire : Société Jet Systems Hélicoptères Services représentée par M. GENET Renaud pour le compte de la société Bois & Via et du Parc national du Mercantour
Adresse : Siège d'exploitation – Aéroport de Valence-Chabeuil 2612 CHABEUIL
Nature de la demande : survols d'aéronefs motorisés à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : Approvisionnement chantier de travaux de requalification de la muséographie et de la signalétique (décision 2020-147)
Localisations : zone réglementée des gravures rupestres du Mont Bégo - Merveilles et Fontanalbe commune de Tende

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la décision n°2022-409 autorisant le Parc national du Mercantour à procéder à des travaux de renouvellement du belvédère et de la table d'orientation de Fontanalbe sur la commune de Tende,

Considérant la demande formulée en date du 04 août 2023, complétée les 21 et 22 septembre 2023, par Madame CHARMASSON Céline, représentant l'entreprise SARL Bois & Via, pour le compte du Parc national du Mercantour, ayant pour prestataire de survol la société Jet Systems Hélicoptères Services,

Considérant que la demande a pour objet l'approvisionnement du chantier de travaux de renouvellement du belvédère et de la table d'orientation de Fontanalbe,

Considérant que la demande concerne des héliportages de matériaux nécessaires à la réalisation des chantiers autorisés par la décision sus-visée pendant la période comprise entre le 1er juin et le 15 octobre telle que définie par la modalité d'application de la réglementation en zone cœur n°29,

Considérant qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes et les grands rapaces rupestres, dont l'Aigle Royal, sont présents sur site et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'hélicoptère,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société Jet Systems Hélicoptères Services, représentée par Monsieur GENET Renaud, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'approvisionnement du chantier de travaux de renouvellement du belvédère et de la table d'orientation de Fontanalbe, pour le compte de la société Bois & Via et du Parc national du Mercantour.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification des aéronefs

nom des pilotes : FONTAINE Antoine
types d'appareils : H125 – AS350 B3
n° des appareils : F-HGRU Bleu foncé

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement l'itinéraire de survol autorisé figurant au plan annexé à la présente.

2.3. En-dehors de cet itinéraire autorisé, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du Parc national.

Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.

2.4. Nombre de rotations maximal autorisé : 25

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du lundi 2 octobre au vendredi 6 octobre 2023.

Tout survol de la zone cœur du Parc national sera obligatoirement précédé au moins 24 heures à l'avance d'une information des chefs de services territoriaux concernés.

Contacts :

Service territorial Roya-Bévéra

chef de S.T : BRUNET Cédric (cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr) 06 28 56 44 28

adjoint : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr) 06 68 72 13 87

service (général) : royabevera@mercantour-parcnational.fr

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 27 septembre 2023



La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour


Sandrine GRANDFILS

Copies :

- S.T Roya
- I.LHOMMEDET

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

